

Financement des hypothèques

visant à favoriser la finance, comme c'est le cas pour le bill C-135.

A tout événement, monsieur l'Orateur, ces prêts à la Société centrale d'hypothèques et de logement, sans créer de nouvelles sociétés, permettraient à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'élargir ses cadres d'opération, d'atteindre toutes les couches de la population, sans qu'on ait besoin de créer, comme je disais tantôt, une société parallèle.

Si le gouvernement a réellement l'intention, le désir d'aider le Canadien moyen à devenir propriétaire de sa maison, qu'il pose d'autres gestes que ceux qu'il pose actuellement. Qu'on pose des gestes pour libérer le Canadien moyen des griffes de la finance, en lui permettant d'avoir accès à des crédits par l'entremise d'un organisme fédéral qui s'appelle la Société centrale d'hypothèques et de logement, qui lui prêtera à un taux d'intérêt couvrant l'administration. Ceci permettra à plus de Canadiens de posséder leur propre maison.

[Traduction]

M. Ed Nelson (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, j'aimerais, à l'instar de mes collègues, m'élever contre le bill à l'étude aujourd'hui, le bill C-135, ce monstre à la Frankenstein qu'a créé le gouvernement, prétendument pour augmenter les fonds hypothécaires disponibles au Canada. C'est un bill qui est peut-être très encourageant pour les grandes institutions prêteuses, mais qui n'apporte guère de soulagement à ceux qui sont aux prises avec le problème de l'achat d'une maison. Ce bill est évidemment appuyé à la fois par le gouvernement et ce groupe humanitaire à tendance socialisante de grands Canadiens qu'est l'opposition officielle. Voici les oppositionnels qui ont réclamé à grands cris le «contrôle des prix et des salaires, la lutte contre l'inflation.» Le contrôle des salaires existe déjà, comme vous le dira n'importe quel travailleur.

• (1610)

J'ai commencé à travailler à l'âge de 13 ans et comme député c'est la première fois que je n'ai pas eu à négocier un salaire ou un traitement. Mon salaire a été contrôlé comme le sont la plupart de ceux des travailleurs. Voici l'opposition qui se pose en championne du peuple dans la bataille contre la hausse des prix, mais elle est contre le contrôle des taux d'intérêt. Elle veut le gel des salaires, mais pas celui des intérêts. D'ailleurs c'est la même opposition qui a appuyé les dégrèvements fiscaux au profit des sociétés et qui actuellement appuie des taux d'intérêt gonflés dont les intérêts privés seront les principaux bénéficiaires en se voyant accorder 400 millions de dollars en fonds publics, dont 100 millions en capital-actions et un maximum de 300 millions de dollars à titre de prêts à la Société qui sera constituée pour créer un syndicat d'agio-tage au bénéfice des spéculateurs dans le domaine du logement. D'après ce que je comprends, il s'agira d'une société privée. Ce sont les Canadiens qui en souffriront en étant obligés de payer des taux d'intérêt exorbitants pour tout logement qu'ils pourraient essayer d'acheter.

Bien entendu, ce sont les économiquement faibles qui seront les plus durement touchés et le député de Skeena (M. Howard) a traité hier soir cet aspect du problème lorsqu'il a décrit, à l'aide de photos, la triste situation des autochtones et des gens qui ont un faible revenu dans certaines provinces défavorisées. La semaine prochaine, monsieur l'Orateur, je porterai un toast aux noces d'un jeune couple qui auront lieu à Vancouver. Je ne peux pas m'empêcher de me demander si ce couple aura jamais la chance de posséder sa maison. Il est certain qu'ils ne

peuvent en acheter une avec les prix élevés actuels. Ils n'ont que le recours d'aller habiter dans un grand immeuble à appartements et de passer le reste de leur vie dans ces «classeurs» modernes et laids qui remplacent si rapidement les habitations unifamiliales, ou, s'ils ont de la chance, de trouver un appartement minable dans un sous-sol.

Monsieur l'Orateur, il y a 28 ans, j'ai fait un versement initial de \$1,500 sur une petite maison, grâce à un petit héritage de \$1,500. Je voulais donner plus encore mais lorsque je suis allé à la banque où je traitais depuis 10 ans—il m'aurait fallu \$500 de plus et pour toute garantie, j'avais ma nomination à mon premier poste d'enseignant—la banque refusa de me prêter un cent sans une garantie d'au moins \$500. En fait, si j'avais eu ces \$500, je n'aurais pas eu besoin de les emprunter. Il était alors assez difficile d'emprunter de l'argent, même à 4 p. 100 et ce l'est encore plus maintenant, à 10 p. 100. Plus tard, j'ai acheté une maison avec un versement initial de \$5,000 et une hypothèque à 5½ p. 100. Vingt ans plus tard, cette hypothèque n'est pas encore amortie, même au taux de 5½ p. 100. Je suis prisonnier dans une région bruyante, à cause du trafic lourd, et surpeuplée, car si je voulais déménager, il faudrait payer une hypothèque à 10 p. 100 ou repartir de zéro en payant comptant pour éviter les usuriers.

Je vous fais part de ma propre expérience pour montrer à quel point notre population résidentielle s'est figée pour la simple raison que les gens ne peuvent se permettre de déménager du lieu où ils demeurent. Ce projet de loi inhumain et cynique traite de logement comme s'il s'agissait d'une denrée qui peut être échangée sur la place publique avec profit. Ce bill fait abstraction de la responsabilité sociale qui consiste à fournir à chaque citoyen canadien un logement convenable à un prix raisonnable. Comme le député de Skeena, j'aimerais que les auteurs de ce projet de loi et ceux qui l'appuient aillent frapper chez les gens qui sont forcés de vivre dans un logement insalubre à cause des prix gonflés par les spéculateurs avides. Ils n'auraient même pas à aller aussi au nord que l'a suggéré mon honorable ami. Ils pourraient venir dans ma circonscription pour contempler les résultats de leur façon de voir dans certaines des régions les plus pauvres. J'ai vécu, travaillé et voyagé dans le Nord et je peux vous assurer que le député de Skeena a décrit fidèlement les conditions de logement qui y règnent, mais je n'ignore pas non plus les conditions qui existent dans toutes les grandes villes du pays.

Il n'y a aucun doute quant à la position de nos commentants, si ma circonscription de Burnaby-Seymour peut servir de critère, et je pense qu'elle le peut car elle contient un bon échantillonnage de personnes, tant sur le plan économique que politique. Sur les 752 personnes à qui l'on a demandé: «Pensez-vous que les taux d'intérêt sur les hypothèques destinées au logement devraient être strictement contrôlés par un organisme gouvernemental?», 571 ont répondu «oui» sans hésiter tandis que 182 répondaient «non». Lorsqu'on leur demanda si, à leur avis, les taux d'intérêt hypothécaires devraient être établis par «le libre jeu des fluctuations du marché»—l'expression favorite du ministre des Finances (M. Turner) et de ses bons amis conservateurs—512 personnes interrogées répondirent «non» et seulement 201 «oui». Le public, monsieur l'Orateur, n'est pas dupe. Les gens reconnaissent une justice sociale et simple. Ils reconnaissent également un abus lorsque cela se produit et c'est peut-être pourquoi, dans le même questionnaire—dont les résultats n'ont été établis qu'hier—ils répondirent à la question: «Quel parti a réalisé